



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 184-24-AOO

Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6

ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 16 : PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 17 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 18 : LIEUX DES TRAVAUX	9
ARTICLE 19 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 21 : NORMES	9
ARTICLE 22 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 24 : PENALITES	10
ARTICLE 25 : MESURES ET REDUCTION DES CHARGES EN CAS DE PANDEMIE	11
ARTICLE 26 : MODE DE PAIEMENT	11
ARTICLE 27 : APPROVISIONNEMENTS	11
ARTICLE 28 : ASSURANCES	11
ARTICLE 29 : MATERIEL DE L'ENTREPRENEUR	12
ARTICLE 30 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	12
ARTICLE 31 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	12
ARTICLE 32 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES	12
ARTICLE 33 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	12
ARTICLE 34 : PRESCRIPTIONS SPECIALES	13
ARTICLE 35 : DOCUMENTS A FOURNIR	19
ARTICLE 36 : SECRET PROFESSIONNEL	19
ARTICLE 37 : CIRCULATION DU PERSONNEL	19
ARTICLE 38 : GESTION DES DECHETS	20
ARTICLE 39 : HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET MESURES SANITAIRES	20
ARTICLE 40 : OUVRAGES PROVISOIRES DONT LA CONSTRUCTION EST COMPRISE DANS LES PRIX DE L'ENTREPRISE	20
ARTICLE 41 : CONTROLE DES MATERIAUX	21
ARTICLE 42 : PRESCRIPTIONS COMMUNES	21
ARTICLE 43 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIELS	21
ARTICLE 44 : PRESCRIPTIONS GENERALES	22
ARTICLE 45 : BREVETS	22
ARTICLE 46 : GARANTIE PARTICULIERE	22
ARTICLE 47 : EMLACEMENTS MIS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR	22
ARTICLE 48 : PRODUITS DE DEMOLITION/ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI	23

ARTICLE 49 : CAHIER DE CHANTIER	23
ARTICLE 50 : DELEGATION – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	23
ARTICLE 51 : PROGRAMME DES TRAVAUX	23
ARTICLE 52 : POLICE DE CHANTIER	23
ARTICLE 53 : FOURNITURE EN EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE	23
ARTICLE 54 : DEFINITION DES PRIX	24

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N° 184-24-AOO

Le **mardi 03 septembre 2024 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V-Nouaceur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à **titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **18 000,00 DH**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme annuelle TVA comprise de : **1 200 408,00 DH**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

N.B : Une visite des lieux, **non obligatoire**, sera organisée au profit des concurrents intéressés **le lundi 19 août 2024 à 10h00 à l'Aéroport Tanger/Ibn Batouta (Contact : 06 94 70 23 12).**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 184-24-AOO

Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	13
ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	13
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	14
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta.**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Tout autre modèle joint au dossier d'appel d'offres ;
10. Les plans et documents techniques, le cas échéant ;
11. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

➤ S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :

- Aucune pièce n'est exigée ;

➤ S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable.

Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD).**

NB 1 : Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

NB 2 : **Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.**

NB 3 : **En cas de groupement**, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire** ou **l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante** :

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

NB : OFFRE FINANCIERE EXCESSIVE

Lorsque l'offre la plus avantageuse est supérieure **de plus de vingt pour cent (20%)** par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les **marchés de travaux, de fournitures et de services autres que ceux qui portent sur les études**, elle est jugée **excessive** et est **systématiquement rejetée par la commission d'appel d'offres** et ce, conformément à l'article 41 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.

Contenu des enveloppes :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloté :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

A défaut, son offre sera écartée.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les

dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis par voie électronique

La soumission par voie électronique est obligatoire. Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.

IMPORTANT :

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement**, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.

Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis**.

NB :

La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.

Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

a. Tout pli déposé électroniquement peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans les articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics** ou **par lettre recommandée avec accusé de réception** ou **par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics** ou par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou **par tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES


L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma
	Portail des marchés publics	https://www.marchespublics.gov.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément à l'article 138 du règlement relatif aux marchés publics de l'ONDA, aux seules fins de comparaison des offres relatives au présent appel d'offres et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent audit appel d'offres, une préférence est accordée aux offres présentées par des entreprises nationales. A cet effet, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de **quinze pour cent (15%)**.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent audit appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. **Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 10 du présent règlement de consultation, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.**

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

✓ **Pour les concurrents résidents au Maroc :**

Il est exigé aux concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification, **valide**, dans le(s) secteur(s), qualification(s) et classe(s) suivants :

Secteur	Qualification	Classe
A	A5	4

NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir le certificat de qualification et de classification selon la nature du groupement, conformément à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

✓ **Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :**

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Les attestations de référence, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 800 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2014 et 2024**).

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission et application des dispositions de **l'article 21** du présent règlement de consultation, est **l'offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **184-24-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'Offres Ouvert**
- Objet du marché : **Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale (**)) et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **184-24-AOO** du **mardi 03 septembre 2024**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(**)** et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant annuel hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;

- Montant annuel T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

**Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)**

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation

() La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 184-24-AOO

Objet : Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

Prix n°	Désignation	UDM	QUANTITE (A)	PU HORS TVA EN CHIFFRES (B) (*)	PT ANNUEL HORS TVA EN CHIFFRES (C) = (A X B)
1	CARREAU REV-SOL	M ²	830		
2	REVETEMENT EN GRANITE GRIS	M ²	200		
3	REVETEMENT EN ZELLIGE BELDI	M ²	34		
4	REVETEMENT SOL EN BJMATE	M ²	68		
5	FAUX PLAFOND EN STAFF LISSE	M ²	34		
6	FAUX PLAFOND MODULAIRE	M ²	18		
7	FAUX PLANCHER	M ²	34		
8	TRAPPE DE VISITE	M ²	2		
9	FIL BARBELE	ML	50		
10	GRILLE DE PROTECTION	M ²	8		
11	MIROIR	M ²	14		
12	PORTAIL METALLIQUE	M ²	36		
13	PORTE DOUBLE VANTAUX	M ²	8		
14	PORTE EN ALUMINIUM	M ²	8		
15	PORTE ISOPLANE	M ²	8		
16	SERRURE DE SECURITE A CANON	U	10		
17	STORES VERTICAUX	M ²	48		
18	VERRE CLAIRE 6MM	M ²	18		
19	VERRE SABLE 6MM	M ²	18		
20	VERRE STADIP 3.2.3	M ²	50		

21	VERRE STADIP 4.2.4	M ²	50		
22	VERRE STADIP 6.2.6	M ²	50		
23	VERRE STADIP 8.2.8	M ²	80		
24	ABATTANT	U	18		
25	ARMOIRE INCENDIE RIA	U	5		
26	CHAUFFE EAU 15 LITRES	U	4		
27	CHAUFFE EAU 50 L	U	6		
28	CHAUFFE EAU 80 L	U	6		
29	COMPTEUR D'EAU DIAMETRE 50	U	6		
30	COMPTEUR D'EAU Ø 20	U	2		
31	COMPTEUR D'EAU Ø 25	U	2		
32	COMPTEUR D'EAU Ø 32	U	6		
33	COMPTEUR D'EAU Ø 40	U	6		
34	COMPTEUR D'EAU Ø 63	U	2		
35	DIFFUSEUR DE PARFUM	U	8		
36	DISTRIBUTEUR SAVON LIQUIDE	U	6		
37	EVIER EN INOX SIMPLE	U	4		
38	MECANISME DE CHASSE	U	10		
39	MELANGEUR DE CUISINE	U	4		
40	MELANGEUR DE DOUCHE	U	4		
41	MELANGEUR DE LAVABO	U	4		
42	ROBINET LAVABO INFRA ROUGE	U	10		
43	PORTE PAPIER HYGIENIQUE	U	18		
44	ROBINET DE LAVABO	U	8		
45	SIEGE A L'ANGLAISE SIMPLE	U	4		
46	SIEGE A L'ANGLAISE SUSPENDU	U	4		
47	SIPHON	U	18		

48	TUBE POLYETHLENE Ø 40	ML	34		
49	TUBE POLYETHLENE Ø 63	ML	150		
50	URINOIR	U	4		
51	PEINTURE LAQUEE	M ²	200		
52	PEINTURE LAQUEE SUR MENUISERIE BOIS	M ²	134		
53	PEINTURE PROPRETE VINYLIQUE	M ²	1000		
54	PEINTURE SUR MURS ET PLAFONDS EXTERIEURS	M ²	500		
55	PEINTURE VINYLIQUE SUR FAUX PLAFONDS	M ²	500		
TOTAL ANNUEL HORS TVA					
TVA 20%					
TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE					

(*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert n° 184-24-AOO

**Travaux d'entretien de l'aérogare, des
bâtiments administratifs, techniques et annexes
de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn
Batouta**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	5
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	5
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 16 : PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 17 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 18 : LIEUX DES TRAVAUX	9
ARTICLE 19 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 21 : NORMES	9
ARTICLE 22 : RECEPTIONS PROVISoire ET DEFINITIVE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 24 : PENALITES	10
ARTICLE 25 : MESURES ET REDUCTION DES CHARGES EN CAS DE PANDEMIE	11
ARTICLE 26 : MODE DE PAIEMENT	11
ARTICLE 27 : APPROVISIONNEMENTS	11
ARTICLE 28 : ASSURANCES	11
ARTICLE 29 : MATERIEL DE L'ENTREPRENEUR	12
ARTICLE 30 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	12
ARTICLE 31 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	12
ARTICLE 32 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES	12
ARTICLE 33 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	12
ARTICLE 34 : PRESCRIPTIONS SPECIALES	13
ARTICLE 35 : DOCUMENTS A FOURNIR	19

ARTICLE 36 : SECRET PROFESSIONNEL	19
ARTICLE 37 : CIRCULATION DU PERSONNEL	19
ARTICLE 38 : GESTION DES DECHETS	20
ARTICLE 39 : HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET MESURES SANITAIRES	20
ARTICLE 40 : OUVRAGES PROVISOIRES DONT LA CONSTRUCTION EST COMPRISE DANS LES PRIX DE L'ENTREPRISE	20
ARTICLE 41 : CONTROLE DES MATERIAUX	21
ARTICLE 42 : PRESCRIPTIONS COMMUNES	21
ARTICLE 43 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIELS	21
ARTICLE 44 : PRESCRIPTIONS GENERALES	22
ARTICLE 45 : BREVETS	22
ARTICLE 46 : GARANTIE PARTICULIERE	22
ARTICLE 47 : EMBLEMENTS MIS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR	22
ARTICLE 48 : PRODUITS DE DEMOLITION/ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI	23
ARTICLE 49 : CAHIER DE CHANTIER	23
ARTICLE 50 : DELEGATION – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	23
ARTICLE 51 : PROGRAMME DES TRAVAUX	23
ARTICLE 52 : POLICE DE CHANTIER	23
ARTICLE 53 : FOURNITURE EN EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE	23
ARTICLE 54 : DEFINITION DES PRIX	24

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « **ONDA** », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur,

D'une part,

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée paren vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta**, tel que décrits dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché ; le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations.
- Avoir fait tous calculs et sous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer les prix des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du C.C.A.G-T.

ARTICLE 09 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **l'Aéroport de Tanger Ibn Batouta**.

ARTICLE 15 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le prestataire devra prévoir, sans qu'ils soient nécessairement décrits, tous les travaux nécessaires à la bonne exécution des travaux d'entretien conformément aux règles de l'art.

Les travaux du présent marché consistent en :

- Etudes techniques des différentes opérations à la demande du maître d'œuvre ;
- Travaux de faux plafonds ;
- travaux de menuiserie et de quincaillerie ;
- Travaux de peinture ;
- Travaux de revêtements ;
- Travaux de plomberie et d'entretien des équipements sanitaires ;

ARTICLE 16 : PERSONNES CHARGÉES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Le suivi de l'exécution du marché est confié aux personnes désignées par le Directeur délégué de l'Aéroport.

Les noms ou qualité de ces personnes seront notifiées à l'entrepreneur par ordre de service.

ARTICLE 17 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est valable pour une durée **365 jours** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Il sera reconduit d'année en année par tacite reconduction pour une durée globale de **trois (3) années**.

Il peut être dénoncé par l'une des parties sous préavis de **trois (3) mois** au moins avant la fin de l'année en cours (date d'anniversaire) par lettre recommandée avec avis de réception ou par lettre avec accusé de réception.

Chaque intervention sera ordonnée par un ordre de travaux dûment signé par le Directeur de l'Aéroport, précisant les items du bordereau des prix à utiliser.

Les ordres de travaux se feront au fur et à mesure des besoins, et seront notifiées au titulaire qui accusera réception sur lesdits ordres.

Les attachements seront vérifiés par un bureau d'études agréé à la charge du prestataire.

Les décomptes et les PVs de réceptions seront signés par le directeur de l'Aéroport.

Délai de réaction :

Le titulaire doit se présenter à l'Aéroport **dans un délai maximum de 72h** à compter de la date de notification de la lettre de commencement.

ARTICLE 18 : LIEUX DES TRAVAUX

Le présent marché est dédié à la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta, notamment les aérogares et tous les bâtiments annexes (administratifs et techniques) à l'intérieur de la plateforme aéroportuaire. Les travaux peuvent concerner des bâtiments de l'aéroport Tanger Ibn Batouta délocalisés.

ARTICLE 19 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché concerne des travaux dont les prix seront révisables selon la formule suivante :

$$P/P_0 = [0.15 + 0.85 (Bat6/Bat6_0)]$$

P : étant le montant hors taxes révisé des travaux

P₀ : étant le montant initial hors taxes de ces mêmes travaux

P/P₀ : étant le coefficient de révision des prix

Bat6₀ : étant la valeur de l'index global bâtiment TCE considéré au mois de la date limite de remise des offres

Bat6 : étant la valeur de l'index global bâtiment TCE du mois de la date d'exigibilité de la révision.

ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T.

b) Retenue de garantie : Les dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 21 : NORMES

La fourniture et/ou les matières éventuellement utilisées en exécution du présent marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

ARTICLE 22 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE DES TRAVAUX

La réception provisoire globale des travaux sera signée par les responsables de l'Aéroport conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

Les Attachements seront signés par les personnes habilitées de l'Aéroport.

Les décomptes et les PVs de réception partielle et globale seront signés par le Directeur de l'Aéroport.

Les métrés détaillés doivent être vérifiés par un bureau d'études agréé accepté par l'ONDA, à la charge du prestataire.

La réception définitive des travaux sera prononcée **douze (12) mois** après la date du procès-verbal de la réception provisoire et signée par le Directeur de l'Aéroport conformément aux dispositions de l'article 76 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire globale. Durant la période de garantie, l'entrepreneur est soumis aux dispositions de l'article 75 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 24 : PENALITES

I. Pénalités de retard :

A défaut par le prestataire d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, par jour de retard, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

1- En cas de retard dans l'exécution des travaux : Par application de l'article 65 du CCAGT, la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT.

2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations : Par application de l'article 66 du CCAGT, la pénalité est plafonnée à **deux pour Cent (2 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

II. Pénalités supplémentaires :

En cas de retard par rapport au délai de réaction :

Le titulaire devra se présenter à l'aéroport conformément au délai de réaction prédéfini. A défaut, il lui sera appliqué une pénalité de **mille (1000) dirhams** par jour de retard.

Le cumul des pénalités supplémentaires et celles relatives au retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines obligations du prestataire ne peut dépasser **deux pour cent (2%)** du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

ARTICLE 25 : MESURES ET REDUCTION DES CHARGES EN CAS DE PANDEMIE

Pendant la période d'une éventuelle crise pandémique, le titulaire doit se conformer aux directives sanitaires édictées par les autorités compétentes ainsi que celles mises en place au niveau de l'aéroport, s'assurer que tout son personnel respecte strictement toutes les mesures de prévention applicables y compris les tests de dépistage et notifier systématiquement tout agent confirmé positif.

Aussi, le titulaire devra se soumettre aux éventuelles mesures d'accompagnement mises en place par l'ONDA telles que la réduction des prestations objet du présent marché durant la période de crise. A cet effet et durant toute la période d'exécution du présent marché, l'ONDA se réserve le droit de procéder à l'optimisation des charges de maintenance suivant la situation du trafic aérien ou selon le cas de force majeure (pandémie ou autre) et peut arrêter ou réduire les prestations d'entretien en fonction de la situation du trafic aérien ou selon le cas de force majeure et ce dans le respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 26 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90)** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq (5) exemplaires.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent marché.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

Les réceptions et paiements partiels sont autorisés.

ARTICLE 27 : APPROVISIONNEMENTS

Le présent marché ne prévoit pas d'acompte sur approvisionnements de matériaux ou matières premières destinées à entrer dans la composition des travaux objet du marché.

ARTICLE 28 : ASSURANCES

L'entrepreneur doit adresser au maître d'œuvre, avant tout commencement de réalisation des travaux, les copies certifiées conformes aux originales de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-T. il devra contracter dès le début de l'exécution du marché, et pendant toute la durée de celui-ci, une assurance couvrant les risques suivants :

- Une assurance tout risque de chantier valable jusqu'à la date de la réception définitive ;

- Une assurance contre incendie et dégât des eaux valable jusqu'à la date de la réception définitive ;
- Une assurance accident de travail pour le personnel de l'entrepreneur valable jusqu'à la date de la réception définitive ;
- Une assurance vols et détournements valable jusqu'à la date de la réception définitive.

Aucun règlement ne sera effectué tant que l'entrepreneur n'aura pas adressé au maître de l'ouvrage les copies certifiées conformes des attestations d'assurance contractées.

ARTICLE 29 : MATERIEL DE L'ENTREPRENEUR

Le matériel de l'entrepreneur affecté à l'exécution des travaux conformément à ses engagements ne peut être retiré du chantier. Toutefois, lorsque l'entrepreneur désire retirer une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit préalable du maître d'œuvre.

Cet accord ne dégage pas l'entrepreneur de ses engagements et des conséquences de ce retrait.

ARTICLE 30 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Dix (10) jours calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 31 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 32 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'état ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux. Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

ARTICLE 33 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le Maître d'œuvre pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par

les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T.

- Il doit reconnaître les emplacements réservés aux chantiers ainsi que les moyens d'accès et s'informer de tous les règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux.
- L'entrepreneur est tenu de respecter tous les règlements et consignes des autorités concernées du lieu où sont effectués les travaux.

ARTICLE 34 : PRESCRIPTIONS SPECIALES

1) Prescriptions spéciales de tous les travaux de revêtement

a) Désignation des matériaux :

Sable ;
Ciment gris et blanc ;
Ciment colle ;
Céramique ;
Granite Gris ;
Zellige Beldi ;
Faïence ;
Marbre Blanc Carrare ;
Reve-sol;

b) Qualité et provenance des matériaux :

Les matériaux destinés à l'exécution des travaux seront d'origine marocaine, sauf spécifications contraires, il ne sera fait appel aux matériaux d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se les procurer sur le marché marocain. Ils devront être conformes aux normes marocaines en vigueur et être de premier choix, et proviendront en principe des lieux d'extraction ou de production bureau s par l'entrepreneur.

Par le fait même de son offre, l'entrepreneur est réputé connaître parfaitement les lieux de provenance des matériaux ainsi que leur éloignement du chantier, leurs conditions d'exploitation, d'accès et de fourniture.

L'entrepreneur devra pouvoir présenter à toute réquisition les attestations et certificats prouvant l'origine et la qualité des matériaux.

Aucune réclamation ne sera recevable concernant le prix de revient à pied d'œuvre de ces matériaux.

c) Echantillonnage des matériaux :

L'entrepreneur devra soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer.

d) Caractéristiques spéciales des matériaux :

d.1 Les liants :

Les liants doivent être conformes aux normes marocaines en vigueur à la date de passation du marché ou à défaut les normes internationales. Ils ne doivent être ni chauds, ni éventés.

d.2 Sables :

Les sables utilisés doivent être conformes à la norme NM 10.1.2071.

Les sables employés doivent être du sable d'oued tamisé, de dune ou de carrière lavé ou un mélange des sables.

d.3 Eau de gâchage :

L'entrepreneur devra se procurer par ses propres moyens et à ses frais, l'eau nécessaire à l'exécution des travaux. L'eau de gâchage des coulis, mortiers et bétons, doit satisfaire aux dispositions de la norme NM 10.1.353.

Elle ne doit contenir aucune matière nuisible en solution ou suspension.

d.4 Confection des mortiers :

Les matières constitutives sont intimement mélangées avant l'addition d'eau et à nouveau malaxées jusqu'à l'obtention de la consistance plastique.

Les mortiers doivent être préparés mécaniquement dans une bétonnière ou manuellement dans des auges ou sur une aire propre en béton, planches ou tôles en respectant les proportions indiquées. Le dosage du sable est réalisé soit au moyen de caisses doseuses suivant une formulation préalablement établie.

Les mortiers sont préparés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sont employés aussitôt après leur confection. L'emploi du mortier desséché ou ayant commencé à faire prise est interdit.

d.5 Coulis pour joints de carreaux :

Les coulis seront exécutés en ciment blanc pur ou teinté de couleur au choix du maître d'œuvre, pour les salles d'eau, ces joints seront exécutés en mastic hydrofuge. Ils sont préparés par faible quantité au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ils doivent être très fluides afin de bien pénétrer dans les joints.

e) Mode de pose :

e.1 Pose des carreaux :

Les carreaux seront posés selon l'un ou l'autre des modes suivants sur une forme, au mortier de ciment C.P.J. 45 dosé à 350 kg/m³ de 6cm d'épaisseur.

e.2 Joints entre carreaux et pièces de marbre :

Les carreaux sont posés à joints réduits de 1,5mm.

Pour les marbres, la position des joints sera approuvée par le maître d'œuvre.

Le remplissage de ces joints se fera après durcissement suffisant du mortier de pose pour éviter le descellement des carreaux et au plus tôt le lendemain de la pose.

e.3 Fourniture et pose des pièces de marbre :

Pour le revêtement en marbre d'une même pièce, l'entrepreneur devra utiliser des tranches découpées de la même roche.

Aucun découpage de tranches de marbres ne sera fait sur site de travaux, toute découpe de tranche de marbre s'effectuera au sein de l'atelier à l'aide de jet d'eau à haute pression.

Pour ce qui est de la pose au sol des tranches de marbre, il sera judicieux de prévoir une couche de forme faiblement armée en treillis 15*15 avec des armatures Ø6 mm

e.4 Tolérance de pose :

- Planéité : Une règle rigide de 2m de longueur promenée en tous sens, ne doit pas accuser une flèche supérieure à 3mm.

- Niveau : Aucun point de carrelage ne doit se trouver à plus de 5mm de part et d'autre des cotes d'arase, pentes comprises, rapportées au trait de niveau.

- Alignement des joints : La même règle de 2m posée en sorte que ses deux extrémités règnent avec les bords homologues de deux carreaux de même ligne ou de même rang, ne doit pas accuser de différence d'alignement supérieure à 2mm en plus des tolérances de calibrage

e.5 Revêtement mural en carreaux :

Le support doit être parfaitement propre et humidifié.

Les carreaux doivent être trempés plus ou moins longtemps avant la pose dans un récipient d'eau propre.

Il est exécuté un enduit de 10 à 15 mm d'épaisseur parfaitement dressé en mortier dosé de ciment C.P.J. 45 dosé à 350 kg/m³. Aussitôt après la prise de cet enduit de dressage, on posera les carreaux sur une barbotine de ciment colle conforme à la norme française NF EN 12 004. 24 heures après la pose des carreaux, les joints sont remplis par un coulis de ciment blanc pur. Le revêtement est ensuite lavé à grande eau pour faire disparaître toute trace de ciment.

e.6 Etanchéité :

Les revêtements ayant lieu dans les blocs sanitaires ou salles d'eau seront précédés par une couche d'étanchéité légère.

e.7 Nettoyage et protection :

Immédiatement après le coulage des joints un nettoyage sera effectué au chiffon sec et à la sciure fine de bois blanc. Le frottage doit être exécuté suivant les diagonales des carreaux sans dégarnir les joints.

L'accès des locaux doit être interdit pendant la mise en oeuvre du revêtement et durant les 3 jours suivants.

La protection normale des revêtements est assurée par une couche de sciure de bois blanc.

f) Epreuves des revêtements :

Pour la date de réception, l'entrepreneur doit le parfait nettoyage de ses ouvrages, tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires à ces nettoyages sont à la charge de l'entrepreneur. A la réception provisoire les contrôles porteront sur l'origine, le classement, l'épaisseur, et les nuances des matériaux utilisés, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions et aux échantillons agréés.

Les contrôles porteront aussi sur la platitude, l'aspect, le niveau correct, l'absence des flashes et la régularité des joints.

2) Prescriptions spéciales de tous les travaux de peinture**a) Désignation des matériaux :**

Peinture décorative ;

Peinture vinylique de marque Astral ou équivalent ;

Peinture glycérophthalique de marque Astral ou équivalent ;

Enduit vinylique ;

b) Qualité et provenance des matériaux :

Les matériaux destinés à l'exécution de ses travaux seront d'origine marocaine. Ils devront respecter les normes marocaines et devront être agréés par le maître d'ouvrage. Tous les matériaux utilisés devront obligatoirement être étuvés et de premier choix.

La garantie des produits de peinture utilisés, pour l'exécution de tous les ouvrages de peinture du présent marché, est de dix (10) ans.

Aucune réclamation ne sera recevable concernant le prix de revient à pied d'œuvre de ces matériaux.

c) Echantillonnage de teinte :

L'entrepreneur devra préparer à ses frais tous les échantillonnages de teinte. Après l'approbation du maître d'ouvrage, l'entrepreneur réalisera des échantillons témoins mobiles, exécutés sur subjectiles métallique, plâtre et bois. La surface de ces échantillons sera mobile et d'au moins 0.25m².

Les échantillons acceptés seront déposés au bureau du maître de l'ouvrage et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

d) Obligations de l'entrepreneur

- L'entrepreneur devra tous les travaux préparatoires et les travaux de finition pour une parfaite exécution des diverses peintures et vernis.

- Apprêt, nettoyage des fonds, rebouchages, impression, enduit général, etc.

- Pour la peinture intérieure :

Une couche d'impression en vinyle dilué à l'eau selon la porosité du support (5 à 10%) ; Enduit général au couteau à l'enduit vinylique ; La première couche de peinture glycérophthalique pure livrée prête à l'emploi, de marque Astral ou équivalent teintée dans la masse; La deuxième couche de peinture après le séchage parfait de la première.

- Pour la peinture extérieure :

Une couche de vinyle dilué à 5% d'eau passé à la brosse ; Une couche de vinyle pur non dilué teintée dans la masse ; Une couche supplémentaire pourra être exigée, si la couverture du support de la peinture n'est pas parfaite.

- Peinture des grilles de protection des fenêtres :

Une couche d'impression en VINYL dilué à 10% d'eau et enduise; Une sous-couche d'email glycérophthalique ; Une couche d'email glycérophthalique pure livrée prête à l'emploi.

- Pour le vernis :

L'application de vernis cellulosique sur les surfaces concernées de finition (les portes, les fenêtres et les placards), en respectant les formulations réglementaires, les méthodes d'application et de séchage chimiques et physiques normalisées.

- Le nettoyage parfait de toutes les pièces de quincaillerie et l'appareillage électrique.

- Tous les sols devront être efficacement protégés afin de n'être pas tâchés

- Chaque opération terminée pourra faire l'objet d'un constat, les deux couches de peinture devront se différencier par une légère nuance de teinte, la deuxième couche étant bien entendue, au ton exact défini par le maître d'ouvrage.

- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les menuiseries et quincailleries posées avec une couche d'impression n'implique pas obligatoirement que cette impression ne soit pas à refaire, l'impression faite étant simplement destinée à protéger les fournitures pendant la durée des travaux.

- Les travaux tels que le nettoyage final des lieux sont à la charge de l'entrepreneur et devront être exécutés de façon parfaite, les sols, les plinthes...

- Les hauts et bas de portes hors vue devront être peints, les serrures des portes bloquées devront être nettoyées avec précaution à l'essence et huilées ainsi que toutes les autres quincailleries, crémones targettes, paumelles, etc. toutes les paumelles ou charnières perforées devront être huilées.

e) Epreuve et contrôles :

A la date de réception provisoire, l'entrepreneur doit effectuer le parfait nettoyage de ses ouvrages, tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires à ces nettoyages sont à la charge de l'entrepreneur.

Les contrôles des travaux de peinture et de vernis porteront sur l'origine, le classement, marque des matériaux utilisés, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions et aux échantillons agréés.

3) Prescriptions spéciales de tous les travaux de menuiserie et quincaillerie

a) Désignation des matériaux :

Barrières et barres ;

Châssis ;

Portes ;

Portails ;

Charnières ;

Quincaillerie ;

b) Désignation des matériaux :

Les matériaux proviendront, en principe, des lieux de production, respecteront les normes marocaines et devront être agréés par le maître d'ouvrage. Tous les matériaux utilisés devront obligatoirement être étuvés et de premier choix. -

Par ailleurs, par le fait même du dépôt de son offre, l'entrepreneur est réputé connaître les lieux de production, usines ou dépôts indiqués ci-dessus ainsi que leurs conditions d'accès et d'exploitation.

L'entrepreneur devra pouvoir présenter à toute réquisition les attestations et certificats prouvant l'origine et la qualité des matériaux.

Aucune réclamation ne sera recevable concernant les prix de revient à pied d'oeuvre de ces matériaux.

c) Echantillonnage des matériaux :

L'entrepreneur devra soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après approbation donnée à l'entrepreneur par ordre de service du maître d'ouvrage.

d) Caractéristiques spéciales des matériaux :

d.1 Menuiserie :

Les menuiseries seront fabriquées et mises en œuvre y compris la fourniture et pose des articles de quincaillerie conformément aux prescriptions des articles 138 à 145 du Devis Général d'Architecture.

Les menuiseries seront livrées sur le chantier suivant une cadence nécessaire à l'avancement sans interruption des travaux.

Les menuiseries réceptionnées seront protégées sur tous les angles par des baguettes en contreplaqué. Les cadres ou pré cadres seront livrés avec écharpes et entretoises. A leur arrivée sur le chantier, elles seront entreposées dans un endroit sec et abrité. Aucune menuiserie en vrac ne sera tolérée.

d.2 Quincaillerie :

Les quincailleries proposées doivent résister à une ambiance marine très agressive et seront de chez Vachette ou équivalent, de bonne qualité et suivant descriptions des ouvrages.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra présenter au maître d'ouvrage toutes les clés avec étiquettes et numéros sur un tableau en contreplaqué de dimensions appropriées.

d.3 Mode de pose

Tous les ouvrages seront mis en place et réglés par l'entrepreneur, avec la plus grande exactitude et un aplomb parfait.

Les percements de trous, saignées, feuillures seront dus par l'entrepreneur et sous sa responsabilité. Les percements intérieurs et extérieurs seront également à la charge de l'entrepreneur.

e) Protection des ouvrages :

L'entrepreneur est responsable de la protection intégrale de tous les ouvrages jusqu'à complet achèvement des travaux (réception provisoire tout corps d'état).

Il assurera pour cela la fourniture et pose des éléments de protection solides, et durables de façon qu'aucune altération ne soit constatée entre l'état au moment de la livraison et l'état au moment de l'ouverture de l'établissement faisant l'objet du marché.

Dans le cas où malgré les soins de protection certaines altérations seraient constatées, leur réparation restera à la charge de l'entrepreneur.

f) Epreuve et contrôle de la menuiserie :

Pour la date de réception, l'entrepreneur doit le parfait nettoyage de ses ouvrages, tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires à ces nettoyages sont à la charge de l'entrepreneur.

A la réception provisoire, les contrôles porteront sur l'origine, le classement, marque des matériaux utilisés, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions et aux échantillons agréés.

Les contrôles porteront aussi sur l'aspect, l'exactitude et l'aplomb de la menuiserie.

L'entrepreneur est dûment responsable de ses ouvrages, il est tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés par le maître d'œuvre.

4) Prescriptions spéciales de tous les travaux de plomberie et de sanitaires

a) Qualité et provenance des matériaux :

Les matériaux destinés à l'exécution de ses travaux seront d'origine marocaine, sauf spécifications contraires, il ne sera fait appel aux matériaux d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se les procurer sur le marché marocain. Ils devront être conformes aux normes marocaines en vigueur et être de premier choix et doivent être approuvés par le maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur devra pouvoir présenter à toute réquisition les attestations et certificats prouvant l'origine et la qualité des matériaux,

Aucune réclamation ne sera recevable concernant les prix de revient à pied d'oeuvre de ces matériaux.

b) Mode de pose :

Les percements et les scellements ne doivent pas nuire à la résistance des éléments porteurs. La nature des scellements ou bouchements doit être appropriée aux ouvrages qui les subissent. En particulier dans les lieux humides, les scellements et les bouchements doivent être faits en mortier de ciment,

Il est interdit de faire des percements ou des scellements dans des ouvrages comportant une étanchéité.

Les parties métalliques visibles de la robinetterie et des accessoires des appareils sanitaires doivent être chromées.

Les raccordements EF et ECS en polyéthylène doivent réticuler depuis le collecteur jusqu'au sanitaire y compris raccords, polyéthylène, cuivre chromé et sanitaire.

L'entrepreneur doit effectuer un ensemble de vidange en P.V.C. depuis le siphon de l'appareil jusqu'à la chute au regard, y compris pièces spéciales, bouchons de dégorgement.

c) Finition des travaux :

L'entrepreneur devra effectuer, à cet effet, la peinture des supports, des tiges, des cornières et des supports d'acier structural, ainsi que de tous les appareils et, accessoires dont le fini a été endommagé ou n'a pas été appliqué chez le fournisseur. Toute pièce métallique exposée à oxydation devra recevoir une protection efficace consistant en :

- Un brossage efficace
- Une couche de peinture antirouille
- Une seconde couche de peinture de couleur différente

d) Epreuve et contrôle :

A la date de réception provisoire, l'entrepreneur doit effectuer le parfait nettoyage de ses ouvrages, tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires à ces nettoyages sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est dûment responsable de ses ouvrages, il est tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés par le maître d'ouvrage.

d.1 Réseaux de distribution (eau froide - chaude)

La pression d'essai sera 1,5 fois la pression de service.

Le maintien de la pression hydrostatique sera assuré par une pompe d'épreuve à présenter par l'entrepreneur.

La durée du maintien à la pression d'essai est égale au temps nécessaire à l'inspection de l'ensemble du réseau, avec un minimum de 30 minutes. Toute chute de pression impliquerait la vérification de l'ensemble du tronçon éprouvé.

Toute fuite décelée, impliquera la réfection totale du tronçon défaillant.

d.2 Réseaux d'évacuation

L'essai consiste à faire écouler l'eau dans chacun des appareils et observer visuellement la nature de l'écoulement. De plus les collecteurs d'allure horizontale, d'un diamètre intérieur

supérieur à 110 mm, seront mis en charge en eau froide à une pression voisine de 0,1 bar. Aucune fuite ne doit être décelée.

d.3 Appareils sanitaires

A la réception provisoire le contrôle des appareils sanitaires portera sur l'origine, la marque, la couleur des matériaux utilisés, afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux prescriptions du présent marché.

La vérification sera effectuée en manœuvrant les robinets, les dispositifs de vidange et l'étanchéité,

En ce qui concerne les W-C, les observations porteront sur le réservoir de chasse, la cuvette afin de vérifier toute absence de fuite.

5) Prescriptions spéciales de tous les travaux de faux plafonds

Le faux plafond du bâtiment sera réalisé en panneaux, suspendu, avec retour sur les côtés. L'absorption acoustique du faux plafond offrira un coefficient alpha sabine de 0,50 à 1000 hertz.

Le faux plafond garantira une atténuation latérale de 34 dB.

Le coefficient de réflexion à la lumière sera supérieur à 80%.

Le faux plafond sera constitué de produits inertes ne provoquant pas de développements microbiens et de champignons dans des conditions normales d'utilisation.

ARTICLE 35 : DOCUMENTS A FOURNIR

Le titulaire doit présenter après achèvement de chaque intervention, les documents suivants :

- Catalogue des Photos des travaux réalisés ;
- Métré détaillé des travaux réalisés ;
- Plan ou croquis définissant l'emplacement des travaux réalisés.

Ces documents doivent être vérifiés et validés par les responsables concernés de l'aéroport avant réception des travaux.

ARTICLE 36 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire (y compris toute personne amenée à travailler dans le cadre du présent marché) se considérera comme entièrement lié par le secret professionnel pendant toute la durée d'exécution du marché et après son achèvement. Sauf autorisation expresse de l'ONDA, le titulaire du marché s'interdira de :

- faire usage, à d'autres fins que celles du marché, des renseignements et documents qui lui seront fournis par l'ONDA.
- communiquer à des tiers ou de publier des données, appartenant à l'ONDA, sous n'importe quel format.

ARTICLE 37 : CIRCULATION DU PERSONNEL

Le titulaire devra remettre à l'ONDA la liste nominative du personnel ainsi que les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer exigés pour l'intervention de ce personnel dans l'aéroport Tanger Ibn Batouta. Les frais relatifs à la délivrance de ces laissez-passer seront entièrement à la charge du titulaire.

Le personnel du titulaire devra se confiner dans l'emplacement désigné pour l'exécution des travaux d'entretien et ne devra pas pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'aéroport.

N.B : Le titulaire doit s'acquitter auprès de l'Aéroport Tanger Ibn Batouta des frais exigés pour l'obtention des titres d'accès permanents de son personnel.

Il sera tenu responsable de retourner au service concerné tous les badges de son personnel opérant à l'Aéroport à l'expiration du délai du contrat ou en cas de départ ou d'exclusion de ses agents déclarés à l'ONDA.

ARTICLE 38 : GESTION DES DECHETS

Le prestataire devra, à ses frais, évacuer les matériaux, les emballages des produits utilisés et gravois de toutes natures suivant la loi 28-00 relative à la gestion des déchets et la procédure de gestion des déchets de l'ONDA.

ARTICLE 39 : HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET MESURES SANITAIRES

Les agents du titulaire devront, dans le cadre de l'exécution de leur travail se conformer aux règles de sécurité et d'environnement en vigueur à l'ONDA, y compris le port des équipements de sécurité individuels, se soumettre aux panneaux de signalisation et aux recommandations.

Les véhicules circulant à l'intérieur de l'enceinte de l'aéroport devront respecter scrupuleusement les panneaux signalétiques régissant la circulation à l'intérieur du dit aéroport (sens interdit, vitesse limitée, stop, stationnement interdit, etc...).

Toutefois, Le titulaire fera son affaire pour :

- Doter son personnel en équipements de sécurité appropriés.
- Doter son personnel en tenue de travail, qui devra être de couleur particulière et portant le nom et le sigle de l'entreprise adjudicataire pour que ce personnel soit reconnaissable sur site,

Le prestataire est tenu de se conformer aux mesures sanitaires en vigueur à l'Aéroport Tanger Ibn Batouta, tous les frais résultants de ces mesures seront à la charge du prestataire.

ARTICLE 40 : OUVRAGES PROVISOIRES DONT LA CONSTRUCTION EST COMPRISE DANS LES PRIX DE L'ENTREPRISE

Sont notamment compris dans les prix de l'Entreprise :

- L'entretien, le nettoyage permanent et la restauration des routes, voies et revêtements existants, ainsi que la construction, l'entretien et le nettoyage permanent des routes et clôtures provisoires et pistes de chantier, aires de stockage et pré-stockage des granulats qui viendraient à être salies ou dégradées par la circulation des engins et véhicules de chantier.
- L'entretien, le nettoyage permanent des locaux empruntés
- Le nettoyage des véhicules de chantier
- La signalisation et le balisage diurne et nocturne du chantier, exception faite des ouvrages pour avions, maintenus en service.
- L'éclairage nocturne éventuel du chantier.
- La police de chantier, conformément aux articles du présent cahier.
- Tous les frais des essais préliminaires d'agrément.
- Balisage du chantier à l'intérieur des bâtiments.
- Palissade selon le choix du maître d'ouvrage portant le logo de l'entreprise ainsi que la fiche signalétique autour de la zone des travaux.

Toutes les circulations devront se faire à l'intérieur de l'emprise du chantier.

ARTICLE 41 : CONTROLE DES MATERIAUX

L'Entrepreneur est responsable de la bonne qualité des matériaux, matières et produits.

Tous les essais nécessaires pour justifier de leur conformité sont exécutés par ses soins et à ses frais par des laboratoires agréés.

La sélection des échantillons est effectuée par l'Entrepreneur en présence du Maître d'ouvrage qui en recevra un procès-verbal. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de fixer lui-même le choix de certains échantillons sans que cela ne donne lieu à réclamation de la part de l'Entrepreneur.

Pour tous les matériaux utilisés dans les ouvrages, les essais effectués pour juger des qualités de ces matériaux sont validés par le Maître d'ouvrage et conformes aux normes en vigueur, même si celles-ci ne sont pas indiquées explicitement dans le présent marché. Quand ces normes font défaut, le Maître d'ouvrage en fixe d'autres appropriées au type de matériau ou de procédé à utiliser.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de contrôler tous les chantiers, ateliers et magasins de l'Entrepreneur et de ses fournisseurs pour la fabrication comme pour le stockage et transport de tous les matériaux. A cet effet, il peut nommer des agents spéciaux ou s'y faire représenter par des organismes de contrôle de son choix.

Pendant toute la période de construction, l'Entrepreneur donnera toutes facilités aux représentants dûment habilités du Maître d'ouvrage pour permettre le contrôle complet des matériaux, ainsi que pour effectuer tous essais sur ceux-ci.

L'Entrepreneur et les fournisseurs doivent remettre gratuitement toutes les quantités requises pour les essais qui s'avèreraient nécessaires.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de prélever à tout moment des échantillons de tous les matériaux destinés à être incorporés dans les ouvrages, afin de procéder à des essais de contrôle inopiné.

Les contrôles ne diminuent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur quant à la bonne qualité des matériaux, matières et produits.

Les matériaux ne répondant pas aux exigences, sont automatiquement refusés et doivent être immédiatement évacués par les soins de l'Entrepreneur et à ses frais hors du chantier en des lieux validés par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 42 : PRESCRIPTIONS COMMUNES

L'Entrepreneur devra soumettre à la validation du maître d'ouvrage dans un délai de **Quinze (15) jours** calendaires à dater de l'ordre de service de commencement des travaux un échantillon de chaque espèce de matériaux ou de fourniture qu'il se propose d'employer ainsi que sa provenance. Il ne pourra mettre en œuvre ces matériaux qu'après acceptation du maître d'ouvrage.

ARTICLE 43 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIELS

A la demande du Maître d'Œuvre, le prestataire devra garder sur le chantier les récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvements pour études, essais ou analyses. Le prestataire fournira, à ses frais, la main d'œuvre et le matériel nécessaire, le cas échéant, pour permettre aux organismes habilités de procéder à leurs essais.

Tous les matériaux seront de première qualité et devront satisfaire au moins aux normes définies dans le CPS.

ARTICLE 44 : PRESCRIPTIONS GENERALES

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que le présent marché comprend tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

L'Entrepreneur est tenu de relever et signaler toute erreur ou omission au niveau des documents qui lui seront remis, et de faire ressortir, à part, le montant des travaux supplémentaires éventuels ; faute de quoi, il serait tenu à l'exécution de ces travaux sans plus-value.

Les travaux ainsi définis doivent être exécutés et livrés complets et conformes en tout point aux stipulations du marché et aux règles de l'art et satisfaire aux règlements et prescriptions administratives et techniques en vigueur.

Au cas où certains détails indiqués sur les plans ne figureraient pas dans les cahiers des prescriptions correspondant ou vice-versa, il est de convention expresse que l'Entrepreneur devra en tenir compte dans sa fourniture sans qu'il puisse, de ce fait, prétendre à une majoration de prix. Il est en outre expressément convenu que les dessins et cahiers des prescriptions forment un ensemble indissoluble et que l'interprétation des discordances qui pourraient éventuellement être relevées est de la compétence de l'autorité du Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur ne pourra de lui-même apporter aucun changement au projet approuvé. Les modifications éventuelles qu'il pourrait proposer devront toujours faire l'objet d'une approbation écrite de l'ONDA préalablement à toute exécution.

ARTICLE 45 : BREVETS

Le prestataire garantira à l'ONDA contre toute réclamation des tiers relative à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'une marque commerciale ou de droit de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou d'un de leurs éléments.

ARTICLE 46 : GARANTIE PARTICULIERE

Le prestataire garantit que toutes les fournitures livrées en exécution du marché sont neuves, n'ont jamais été utilisées, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf si le marché en a disposé autrement. Le fournisseur garantit en outre que les fournitures livrées en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, aux matériaux utilisés ou à leur mise en œuvre (sauf dans la mesure où la conception ou le matériau est requis par les spécifications du Maître d'Ouvrage) ou à tout acte ou omission du fournisseur, survenant pendant l'utilisation normale des fournitures livrées dans les conditions prévalant dans le pays de destination finale.

ARTICLE 47 : EMPLACEMENTS MIS A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

L'emplacement à mettre à la disposition de l'Entrepreneur sera indiqué par le Directeur de l'aéroport concerné.

En cas de retard sur le délai d'exécution prescrit à l'article 04 du CPS, le Maître d'Œuvre pourra modifier l'emplacement mis à la disposition de l'Entrepreneur sans que celui-ci puisse élever aucune réclamation. Un ordre de service prescrira, s'il y a lieu, le nouvel emplacement.

Le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'Entrepreneur par l'Office pour l'exécution des travaux devront être exécutés, quinze (15) jours calendaires à dater du lendemain du jour de la réception provisoire. A défaut il lui sera appliqué de plein droit, sans mise en demeure préalable les pénalités fixées dans le présent CPS.

ARTICLE 48 : PRODUITS DE DEMOLITION/ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI

L'Entrepreneur devra, à ses frais, évacuer à la décharge publique, les matériaux et gravois de toutes natures, provenant soit des démolitions soit des travaux de nettoyage de chantier...

ARTICLE 49 : CAHIER DE CHANTIER

L'Entrepreneur est tenu de fournir un cahier TRIFOLD. Ce cahier est destiné à recevoir les instructions ou observations du maître d'ouvrage concernant la bonne marche du chantier. Ce cahier ne devra pas quitter le chantier et sera présenté à chaque visite du représentant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 50 : DELEGATION – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

L'Entrepreneur devra désigner son représentant qui assistera aux réunions de chantier qui se tiendront selon une périodicité fixée par le Maître d'ouvrage. Le représentant de l'Entrepreneur est tenu d'assister aux réunions de chantier.

ARTICLE 51 : PROGRAMME DES TRAVAUX

L'Entrepreneur soumettra à la validation de l'ONDA dans un délai de **quinze (15) jours** calendaires à partir de l'ordre de service de commencement des travaux, un programme prévisionnel détaillé de l'exécution des travaux tenant compte des contraintes liées à l'exécution des travaux.

Si à un moment quelconque, en cours d'exécution, l'ONDA constate que les délais prévus au programme des travaux ne sont pas respectés, l'entrepreneur devra, dans un délai de **cinq (05) jours** calendaires à dater du lendemain du jour de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service proposer un nouveau programme qui devra prévoir l'achèvement dans les délais contractuels. Une fois ce nouveau programme accepté, l'entrepreneur devra remanier l'organisation de son chantier. Le maître d'ouvrage pourra notamment exiger un travail à 2 ou 3 postes. Les conséquences de ce remaniement seront à la charge de l'entrepreneur qui ne pourra en aucun cas ni demander une prolongation de délais ni présenter une réclamation basée sur ce chef.

ARTICLE 52 : POLICE DE CHANTIER

L'Entrepreneur, ses agents et ses ouvriers devront user des accès les plus directs, se confiner dans les emplacements désignés pour l'exécution des travaux et ne pénétrer ni circuler sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties du chantier.

Aucune personne étrangère au chantier ne pourra pénétrer dans l'enceinte de celui-ci sans autorisation expresse de l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 53 : FOURNITURE EN EAU, ELECTRICITE ET TELEPHONE

Pour l'exécution des travaux, objet du présent marché, l'Entrepreneur devra mettre en place et à ses frais les installations de production d'électricité et de l'eau, ainsi que les moyens de communication téléphoniques.

Dans la limite du possible, l'Entrepreneur peut être autorisé à procéder à des branchements sur les réseaux ONDA moyennant l'installation de compteurs, et dans ce cas les consommations restent à sa charge et seront facturée.

ARTICLE 54 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCACT.

PRIX N° 1 : CARREAU REV-SOL

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose, la fourniture et pose de carreau rev-sol qualité dimensions et design à soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n°1

PRIX N° 2 : REVETEMENT EN GRANITE GRIS

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose du revêtement en marbre granit gris ou équivalent 1er choix épaisseur 2 cm. Des échantillons à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage. Ce revêtement sera posé à bain soufflant de mortier de ciment à refus sur crépis d'adossement en mortier avec gros sable.

Joints filant ou rompus sur la verticale, garnis au ciment après la pose, nettoyage du granit au fur et à mesure de la pose.

Ces travaux comprendront toutes les pièces particulières, bords arrondis sur une ou plusieurs arrêtes, coupes (tel que vasque, ou réserve ou autres), passages de canalisations, réservations, raccordement soit sur sols, murs ou escaliers

Ce prix devra comprendre la fourniture du granite, le ponçage et le lustrage nécessaires pour obtenir la finition « poli brillant », traitement des joints, la protection du granite pendant la période des travaux et toutes sujétions pour petites parties, angles saillants ou rentrants, cueillies, gorges, bords arrondis.

Ouvrage payé au mètre carré, fourni et posé, sans majoration pour petites parties, y compris toutes sujétions de pose et tous travaux nécessaires à la bonne finition de revêtement.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 2

PRIX N° 3 : REVETEMENT EN ZELLIGE BELDI

Ce prix rémunère au mètre carré, l'entretien, la remise en état ou la dépose, la fourniture et pose de zellige beldi identique à l'existant et dans le cas échéant un modèle équivalent qui doit être validé par le maître d'ouvrage, sachant que les modèles et design différent d'une zone à l'autre, le prestataire devra tenir compte dans ses prix des difficultés pour les petites surfaces, les jonctions avec le marbre et les modèles existants.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 3

PRIX N° 4 : REVETEMENT SOL EN BJMATE

Revêtement sol en carreaux de Bejmat traditionnel, identiques aux carreaux existants, de couleurs au choix du maître de l'ouvrage.

Pose sur une forme de pose de 8cm d'épaisseur, suivant calepinage du maître de l'ouvrage.

Le prix comprend la dépose, fourniture, la pose, le traitement des joints, et toutes sujétions

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 4

PRIX N° 5 : FAUX PLAFOND EN STAFF LISSE

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et la mise en place de faux plafonds en Staff Lisse.

Constitué de plaques préfabriquées en Staff de 2cm d'épaisseur lisse. Suspension par agrafes galvanisées enrobées de plâtre et filasse. Joints garnis au plâtre fin. Planéité parfaite après ratissage et finition en plâtre. Y compris joints creux de 5cm x 5cm, selon détail et plans validés par le maître d'oeuvre.

Ouvrage payé au mètre carré y compris fourniture, pose et toutes sujétions de mise en oeuvre au prix n° 5

PRIX N° 6 : FAUX PLAFOND MODULAIRE :

Profilé à soumettre pour approbation au maître d'ouvrage avant confection.

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et l'installation de faux plafond y compris toutes sujétions de coupes, découpes et de réglages ainsi que l'échafaudage à toute hauteur et la dépose éventuelle de l'existant. La composition des plaques devra impérativement être exempte d'amiante.

Il sera posé sur une ossature composée de profilés en acier galvanisé. L'ensemble sera conforme à l'existant.

Les plaques seront posées à fleur de la structure.

Le faux plafond doit être coupe-feu ½ heure. L'entrepreneur doit fournir les certificats du fabricant attestant cette particularité.

Le faux plafond doit être d'une réaction au feu M0. L'entrepreneur doit fournir les certificats du fabricant l'attestant ou procéder, à ses frais, à des tests exécutés par le laboratoire, qui le confirmerait, certificat d'appui.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 6

PRIX N° 7 : FAUX PLANCHER

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et la pose de faux plancher technique résistant au feu et composée de dalles en panneaux en agglomère à haute densité de 600mm x 600mm de 30mm d'épaisseur ou équivalent. Ces dalles seront logées dans des bacs en tôle d'acier traité par galvanisation à chaud ayant une épaisseur 5/10 remontant sur les côtés des dalles. Ces dalles doivent présenter une adhérence parfaite, une étanchéité et une tenue aux manipulations de 250 kg/m². Le revêtement lamifié en vinyle sera marbré d'une épaisseur de 13/10. L'ossature sera constituée par des vérins posés au sol et supportant les bacs avec dalles, la hauteur minimale de 15 cm. Le maître de l'ouvrage se réserve le choix de faux plancher équivalent.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 7

PRIX N° 8 : TRAPPE DE VISITE

Ce prix rémunère au mètre carré l'exécution de trappe de visite sur staff lisse quel que soit la hauteur. Le prestataire se référera aux indications du maître de l'ouvrage. Un cadre en bois doit adhérer au faux plafond pour la pose de trappe.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 8

PRIX N° 9 : FIL BARBELE

Ce prix rémunère au mètre linéaire la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de barbelé tranchant (5 spires par ML, diamètre 50cm) montés sur support en cornière galvanisé en Y conforme à l'existant, le barbelé tranchant est fabriqué avec fil d'acier haute résistance sur lequel une multitude de picots coupants comme des rasoirs sont fixés à intervalles rapprochés.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 9

PRIX N° 10 : GRILLE DE PROTECTION

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose ou scellement de grille de protection suivant indications et design du maître de l'ouvrage sans aucune plus-value.

Ouvrage payé au mètre carré, y compris les peintures au prix n° 10

PRIX N° 11 : MIROIR

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose de miroir épaisseur 6mm à bords arrondies, biseautés ou simple suivant indications du maître de l'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 11

PRIX N° 12 : PORTAIL METALLIQUE

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose, fourniture et pose de portail métallique coulissant ou double vantaux éventuellement avec porte simple intégrée ossature suivant indication du

maître d'ouvrage, y compris quincaillerie 1^{er} choix ainsi que les peintures antirouilles et laquée.

Le design de la porte ainsi que la couleur seront au choix du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 12

PRIX N° 13 : PORTE DOUBLE VANTAUX

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose, fourniture et pose de porte double vantaux avec porte simple intégrée ossature suivant indication du maître d'ouvrage, y compris quincaillerie 1^{er} choix ainsi que les peintures antirouilles et laquée.

Le design de la porte ainsi que la couleur seront au choix du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 13

PRIX N° 14 : PORTE EN ALUMINIUM

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose, fourniture et pose de porte en aluminium.

Ce prix comprend :

- Faux cadre en tôle galvanisée 15/10ème suivant épaisseur du cadre
- Une porte en aluminium (porte à la française, à l'anglaise, coulissante...) de toutes dimensions vitrées ou non selon le choix du maître d'œuvre (dormant et ouvrant)
- Le mécanisme de roulement au cas d'une porte coulissante.
- L'ensemble sera en profilé d'aluminium thermo laqués, anodisé ou naturel, teinté au choix du maître d'œuvre, de marque SEPALUMIC ou équivalent. Section cadre 59x43mm environ avec couvre joint moulure de 31mm, - Ouvrant à réaliser suivant détail et choix du maître d'œuvre (ouverture à la française, à l'anglaise...)
- Cache joint en moulure chambranle de 31mm.
- Quincaillerie composée de : Joints élastomère extrudés E.P.D.M pour l'étanchéité et pour la pose du vitrage, de paumelles, serrures, butoir, charnière, poigné et tout autre élément nécessaire au bon fonctionnement de la porte.
- Un vitrage de 6mm d'épaisseur, suivant choix du maître d'œuvre, de marque GALVERBEL ou équivalent placé dans l'ouvrants à l'aide des joints de vitrages assurant une étanchéité parfaite.

L'entrepreneur doit présenter au minimum 3 échantillons de profils et de vitrage pour les soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage

Ce prix comprendra la fourniture et pose y compris faux cadre et toutes sujétions

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 14

PRIX N° 15 : PORTE ISOPLANE

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et pose de porte isoplane avec cadre en bois rouge premier choix ouvrant à la française, design et façonnage de la porte suivant indications du maître d'ouvrage, quincaillerie à soumettre à l'approbation de ce dernier.

Ouvrage payé au mètre carré y compris quincaillerie et toutes sujétions d'exécution au prix n° 15

PRIX N° 16 : SERRURE DE SECURITE A CANON

Ce prix rémunère à l'unité la dépose, fourniture et pose de serrure à canon 1^{er} choix pour tous types de porte selon le choix du maître d'œuvre y compris les accessoires de bonne fixation.

L'entrepreneur doit présenter au minimum 3 échantillons pour approbation par le maître d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 16

PRIX N° 17 : STORES VERTICAUX

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose des stores verticaux première qualité suivant choix et design défini par le maître d'ouvrage

Le prix comprend :

- Les cordes en polyester de 2 mm de diamètre
- Les supports d'installation
- Les tringles en aluminium
- Les poulies à chaque extrémité
- Le mécanisme d'engrenage de réduction
- Les chariots en plastique moulé munis de 2 roues lubrifiées
- Les écarteurs en plastique lubrifié
- Et toutes sujétions selon de design et type de store choisi par l'ONDA.

L'entrepreneur doit présenter les échantillons de store (design, couleur, types...) pour approbation par le maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 17

PRIX N° 18 : VERRE CLAIRE 6 MM

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose de l'existant, fourniture et pose de verre clair 6 mm biseauté ou simple de marque saint Gobain ou équivalent y compris tous types de coupes : rectiligne, circulaire etc. ainsi que les joints d'étanchéité, les accessoires de pose et toutes sujétions de bonne fixation.

L'entrepreneur doit présenter des échantillons de verre pour approbation par le maître d'œuvre.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 18

PRIX N° 19 : VERRE SABLE 6 mm

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose de l'existant, fourniture et pose de verre imprimé 6 mm type Saint Gobain ou équivalent.

Ouvrage payé au mètre carré au prix n° 19

PRIX N° 20 : VERRE STADIP 3.2.3

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de verre clair, bronze ou mixte stadip d'épaisseur 3mm x 2mm x 3mm premier choix.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 20

PRIX N° 21 : VERRE STADIP 4.2.4

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de verre clair, bronze ou mixte stadip d'épaisseur 4mm x 2mm x 4mm premier choix.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 21

PRIX N° 22 : VERRE STADIP 6.2.6

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de verre clair, bronze ou mixte stadip d'épaisseur 6 mm x 2mm x 6mm premier choix.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 22

PRIX N° 23 : VERRE STADIP 8.2.8

Ce prix rémunère au mètre carré la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de verre clair, bronze ou mixte stadip d'épaisseur 8 mm x 2mm x 8mm premier choix.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 23

PRIX N° 24 : ABATTANT

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'abattant premier choix identique à l'existant au niveau de l'aérogare, type ROCA ou équivalent y compris la dépose de l'ancien.

L'article sera soumis pour approbation du maître d'œuvre

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 24

PRIX N° 25 : ARMOIRE INCENDIE RIA

Ce prix rémunère à l'ensemble la fourniture et pose d'un Armoire ria, comprendront :

Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

- 1 robinet d'incendie DN ;
- 1 dévidoir tournant et pivotant à alimentation axiale ;
- 1 clé tricoises ;
- 30 mètres de tuyau semi rigide constitue d'une armature guipée de polyester d'une doublure et d'un revêtement en PVC ;
- 1 lance munie de son robinet diffuseur ;
- 1 armoire réglementaire en tôle électro-zinguée avec peinture époxy
- 1 manomètre ;
- 1 plaque indicatrice.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 25

PRIX N° 26 : CHAUFFE EAU 15 LITRES

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de chauffe-eau électrique 15 litres premier choix y compris installation, groupe de sécurité et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 26

PRIX N° 27 : CHAUFFE EAU 50 L

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de chauffe-eau électrique 50 litres premier choix y compris installation, groupe de sécurité et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 27

PRIX N° 28 : CHAUFFE EAU 80 L

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de chauffe-eau électrique 80 litres premier choix y compris installation, groupe de sécurité et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 28

PRIX N° 29 : COMPTEUR D'EAU DIAMETRE 50

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 50 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 29

PRIX N° 30 : COMPTEUR D'EAU Ø 20

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 20 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 30

PRIX N° 31 : COMPTEUR D'EAU Ø 25

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 25 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 31

PRIX N° 32 : COMPTEUR D'EAU Ø 32

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 32 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur,

y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 32

PRIX N° 33 : COMPTEUR D'EAU Ø 40

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 40 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 33

PRIX N° 34 : COMPTEUR D'EAU Ø 63

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de compteur d'eau Ø 63 agréé par le fournisseur de l'eau et répondant aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions de mise en service. Ce prix comprend également le boîtier, niche ou loge pour abriter le compteur.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 34

PRIX N° 35 : DISTRIBUTEUR DE PARFUM

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de diffuseur de parfum premier choix identique à l'existant. Des échantillons à soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 35

PRIX N° 36 : DISTRIBUTEUR SAVON LIQUIDE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de distributeur de savon liquide premier choix JOFËL ou équivalent. Des échantillons à soumettre à l'approbation du maître de l'ouvrage

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 36

Prix N° 37 : EVIER EN INOX simple

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, fourniture et pose d'évier en inox simple avec égouttoir type FRANK ou équivalent, y compris mélangeur 1er choix, siphon et robinetterie et toute sujétions de raccordement et de mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 37

Prix N° 38 : MECANISME DE CHASSE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose de l'existant, fourniture et pose de mécanisme de chasse à poussoir silencieux premier choix ROCA ou équivalent y compris toute sujétions de pose et de mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 38

PRIX N° 39 : MELANGEUR DE CUISINE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de cuisine type ROCA ou équivalent.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 39

PRIX N° 40 : MELANGEUR DE DOUCHE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de douche type ROCA ou équivalent y compris flexible, colonne et douchette.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 40

PRIX N° 41 : MELANGEUR DE LAVABO

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de lavabo type ROCA ou équivalent.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 41

PRIX N° 42 : ROBINET LAVABO INFRA ROUGE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle de l'existant, la fourniture et pose de mélangeur de robinet infrarouge pour lavabo identique à l'existant ou équivalent.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 42

Prix N° 43 : PORTE PAPIER HYGIENIQUE

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de porte papier hygiénique en inox premier choix Des échantillons seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 43

Prix N° 44 : ROBINET DE LAVABO

Ce prix rémunère à l'unité la dépose de l'existant, fourniture et la pose de robinet de lavabo type ROCA ou équivalent y compris toutes sujétions de raccordement et de remise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de d'exécution au prix n° 44

PRIX N° 45 : SIEGE A L'ANGLAISE SIMPLE

Ce prix rémunère à l'unité la dépose de l'existant, fourniture et pose de siège à l'anglaise (cuvette + chasse basse) type ROCA ou équivalent équipé d'un abattant double type PAG ou équivalent, mécanisme de chasse Roca, robinet d'arrêt chromé, alimentation tube cuivre chromé et autres éléments nécessaires à la mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de d'exécution au prix n° 45

Prix N° 46 : SIEGE A L'ANGLAISE SUSPENDU

Ce prix rémunère à l'unité la dépose de l'existant, la fourniture et pose de siège suspendu type ROCA ou équivalent avec réservoir encastrés.

Ce prix comprend également la mise en service de l'appareil y compris tout le nécessaire tel que raccordement ainsi que la remise en état des lieux (carrelage, peinture) Un échantillon doit être soumis au maître d'ouvrage pour approbation.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de d'exécution au prix n° 46

PRIX N° 47 : SIPHON

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de siphon simple ou double DIAMETRE 32 ou 40 y compris raccordement et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 47

Prix N° 48 : TUBE POLYETHYLENE Ø 40

Ce prix rémunère au mètre linéaire la dépose de l'existant, fourniture et pose de tube polyéthylène Ø 40 dix bars premier choix y compris tous les éléments de raccordement et mise en service.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 48

Prix N° 49 : TUBE POLYETHYLENE Ø 63

Ce prix rémunère au mètre linéaire la dépose de l'existant, fourniture et pose de tube polyéthylène Ø 63 dix bars premier choix y compris tous les éléments de raccordement et mise en service.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution au prix n° 49

Prix N° 50 : URINOIR

Ce prix rémunère à l'unité la dépose de l'existant, fourniture et la pose d'un urinoir ROCA ou équivalent avec robinet poussoir. Il comprend également toutes sujétions de pose et raccordement (alimentation - évacuation) et mise en service.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions de d'exécution au prix n° 50

PRIX N° 51 : PEINTURE LAQUEE

Ce prix rémunère au mètre carré, peinture glycérophthalique laquée sur support en bon état, exécutée comme suit :

a) travaux préparatoires :

- lessivage pour repeindre.
- léger ponçage pour un meilleur accrochage de la peinture.
- époussetage.

b) travaux de peinture :

- application d'une couche de sous-couche glycérophthalique mate
- après 24 heures, application d'une première couche de peinture laquée pure non diluée et jusqu'à couverture parfaite du support.
- après 24 heures, application d'une seconde couche de peinture laquée pure non diluée.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 51

PRIX N° 52 : PEINTURE LAQUEE SUR MENUISERIE BOIS

Cette peinture glycérophthalique laquée brillante celluc 109 ou équivalent, teinte au choix du maître de l'ouvrage, sera exécutée comme suit :

- Brûlage des nœuds résineux
- Ponçage soigné du bois
- Protection des parties métalliques
- Application d'une couche d'impression
- Rebouchage et ratissage à l'enduit vinylique à séchage rapide
- Ratissage à l'enduit Glycéro-vinylique
- Egrenage et époussetage
- Application de deux couches de peinture glycérophthalique laquée Alkyde uréthane ou équivalent brillante "CELLUC 109 ou équivalent à 24 heures d'intervalle
- L'application d'une 3ème couche sera exigée si la couverture du support en peinture n'est pas parfaite.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 52

PRIX N° 53 : PEINTURE PROPRETE VINYLIQUE

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de deux couches de peinture vinylique Astrale ou équivalente à 12 h d'intervalle y compris toutes sujétions de mise en oeuvre et de bonne finition.

Ouvrage payé au mètre carré y/c toutes sujétions de bonne exécution au prix n° 53

PRIX N° 54 : PEINTURE SUR MURS ET PLAFONDS EXTERIEURS

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture extra-lite sur murs et plafonds extérieurs

- Travaux Préparatoires Brossage énergique et époussetage des supports
- Impression Application d'une couche d'impression fixatrice et isolante « PRIMOREX » ou équivalent non diluée.
- Finition Application de 2 couches de la peinture à base de résine silicone "ASTRALOXANE" ou équivalent à 12 heures d'intervalle. Teinte au choix du Maître d'œuvre.

Une couche supplémentaire pourra être exigée si la couverture du support par la peinture n'est pas parfaite.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 54

PRIX N° 55 : PEINTURE VINYLIQUE SUR FAUX PLAFONDS

Ce prix rémunère au mètre carré l'application de peinture vinylique sur enduit au plâtre. Elle sera exécutée comme suit :

- Egrenage, ponçage et époussetage des supports
- Application d'une couche d'impression grasse pure pour plâtre V 508 ou équivalent
- Reboucher et ratisser à l'enduit, égrener au papier abrasif puis dépoussiérer
- Application de trois couches vinyle ASTRAL ou équivalent diluées à 5% d'eau, teinte au choix du maître de l'ouvrage.
- Application des couches à 12 heures d'intervalle (teinte au choix du maître de l'ouvrage)

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de l'exécution au prix n° 55



المكتب الوطني للمطارات
Office National Des Aéroports

نعتذر عن الإزعاج الحاصل بسبب الأشغال
نعمل لتوفير المزيد من الراحة لكم

**NOUS NOUS EXCUSONS POUR LA GENE OCCASIONNEE
PAR LES TRAVAUX EN COURS**

Nous travaillons pour votre confort

**WE APOLOGIZE FOR THE INCONVENIENCE CAUSED BY
THE WORKS**

We work for your comfort







www.onda.ma

OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS

Fiche signalétique – Panneau d'excuse

Appel d'offres ouvert N° 184-24-AOO

Travaux d'entretien de l'aérogare, des bâtiments administratifs, techniques et annexes de la plateforme aéroportuaire Tanger Ibn Batouta

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
 <p>CHRATI MOUNIR JAWAD Chef de la Division Maintenance des Infrastructures</p>  <p>Youssef JROUNDI Directeur de l'Exploitation Aéroportuaire</p>	 <p>Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p>Abdellah BOUKHLOUF</p>
Direction Générale de l'ONDA	
  <p>Adel El Fakir Directeur Général Office National Des Aéroports</p> 	
Concurrent	
<p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	